



RÉVOLUTIONNAIRES

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE

Bulletin SNCF – secteur Strasbourg

11 juin 2025

Génocide à Gaza : briser le silence et dénoncer la complicité des grandes puissances

Le Madleen, petit navire parti d'Italie le 1er juin dernier, a été intercepté par Israël dans la nuit du 8 au 9 juin, alors qu'il était encore dans les eaux internationales. Affrété par la coalition « Flottille de la liberté », il avait à son bord douze militants, dont la militante écologiste Greta Thunberg ou encore la députée européenne LFI Rima Hassan, et il transportait du matériel humanitaire, dans le but de briser le blocus subi par les habitants de Gaza. L'équipage est aux mains de l'armée israélienne. La précédente édition de la Flottille, partie de Turquie pour rallier Gaza en 2010, s'était terminée en bain de sang, avec dix morts parmi les militants suite à leur arraisonnement par l'armée israélienne.

Pendant ce temps à Gaza, l'armée tire sur des foules affamées

À Gaza, la population continue à être en proie à la famine et aux bombardements incessants. Même l'aide humanitaire, instrumentalisée par l'État israélien, tourne au massacre : après avoir interdit l'entrée de Gaza aux organisations humanitaires, il a mis sur pied la Fondation humanitaire pour Gaza (GHF), une société privée américaine chargée de quelques distributions de vivres. Des distributions qui sont en réalité des pièges sanglants, puisque l'armée tire sur la foule, avec déjà des dizaines de morts et des centaines de blessés. Il en profite aussi pour continuer à déplacer la population palestinienne à sa guise, en promettant l'accès à de l'aide dans certaines zones prédéfinies par l'armée. Partir ou mourir, tel est l'unique message adressé à la population de Gaza par le gouvernement israélien, qui mène son offensive génocidaire en toute impunité.

Travailleurs et travailleuses, nous pouvons dire non au massacre !

Il n'y a rien à attendre de l'ONU, de l'Union européenne ou d'un Macron pour stopper l'État d'Israël dans sa course en avant criminelle. Au mieux, ce sont des mots et de l'impuissance, au pire des larmes de crocodile côté pile et du soutien côté face. L'État français en est un des pires exemples. Tout en faisant mine de changer de discours, il continue à criminaliser le soutien à la cause palestinienne, à coup de menaces de dissolution du collectif Urgence Palestine, de procès pour de prétendues « apologues de terrorisme » ou de sanctions à une enseignante ayant autorisé une minute de silence pour Gaza en classe. Et surtout, il continue à livrer des armes, ce que les dockers de Fos-sur-Mer ont dénoncé la semaine

dernière, refusant d'embarquer les 14 tonnes de pièces détachées de matériel militaire destiné à Israël. Nous devons nous saisir de toutes les possibilités de nous opposer à ce génocide qui se déroule au su et au vu de tous, par des rassemblements, des manifestations. En Israël, des manifestants brandissant des photos d'enfants tués à Gaza ont affirmé : « non au génocide » et « la vie des Palestiniens nous importe ». Partout dans le monde, nous devons amplifier la mobilisation.

12 juin : jour J pour obtenir la relaxe des cinq postières et postiers du 92 !

Cinq salariés de La Poste du 92 (Gaël, Yann, Brahim, Dalila et Mohamed) passent en procès pour « violation de domicile », en réalité pour s'être rendus au siège de l'entreprise en 2014 lors d'une grève. Ils risquent cinq ans de prison et 75 000 euros d'amende. Il faut montrer au gouvernement et au patronat que nous ne les laisserons pas dicter leur loi en faisant bloc quel que soit le secteur dans lequel nous travaillons. Le gouvernement et le patronat cherchent à criminaliser toute forme de lutte, qu'elle remette en cause la dictature patronale, qu'elle dénonce le génocide en Palestine ou qu'elle s'oppose aux ventes d'armes à l'État israélien. Le 12 juin, pour la relaxe des cinq de La Poste du 92, pour la réintégration de Gaël et Yann et pour le soutien à toutes celles et ceux que l'on veut faire taire parce qu'ils s'opposent à la barbarie de ce monde, soyons nombreuses et nombreux dès midi devant le Tribunal de Paris, porte de Clichy.

La magie de l'atelier

Samedi le TCB fait ses portes ouvertes et le public aura le droit à un beau parcours balisé pour voir comment "la magie s'opère". C'est sûr que la direction ne fera pas la pub des chantiers encombrés, des gares pleines, des estacades non conformes, des toitures qui fuient, des travaux au sud qui génèrent bruit et poussière, des rongeurs, etc. Quand on connaît les conditions dans lesquelles on bosse au TCB on n'a pas envie de jouer les acteurs pour les portes ouvertes. Pas étonnant que la direction ait du mal à trouver des volontaires pour accueillir le public malgré la paye en heures supp'. On espère au moins que les movers ne seront pas en panne.

À la SNCF comme partout ailleurs : imposons l'interdiction des licenciements !

L'entreprise a sorti son bilan social pour l'année 2024. On y apprend qu'il y a eu 1 675 licenciements l'année dernière, soit une augmentation de 15 % par rapport à 2023. Alors que les travailleurs du pays connaissent une saignée de l'emploi avec plus de 300 000 licenciements, ces suppressions d'emplois sont criminelles. Elles ne sont pas une fatalité mais le résultat d'une politique délibérée : celle de la direction de la SNCF, alignée sur l'ensemble du patronat. Leur objectif ? Faire davantage de profits en exigeant le même travail avec moins de salariés mais également précariser tous les emplois, faire que tous les travailleurs se sentent menacés et acceptent tout sans rechigner. Si la direction durcit le ton, on doit répondre à la hauteur : commençons par interdire les licenciements !

Les dockers solidaires des Palestiniens

Judi 5 juin, les dockers de Fos-sur-Mer ont repéré 2 cargaisons de matériel militaire destinées à l'armée israélienne, fabriquées par des entreprises françaises : Eurolinks qui a préparé 14 tonnes de maillons de mitraillettes, et Aubert et Duval originaires de pièces détachées de canons. Ils ont isolé les colis et refusé de les charger. De plus, ils ont retardé les opérations d'accostage d'un navire danois, qui devait charger des composants d'avion F-35 destinés à Israël. Les dockers ont appelé à une mobilisation plus large, incitant les travailleurs portuaires et les syndicats dans d'autres pays, notamment en Espagne, au Maroc et en Turquie, à bloquer l'accostage des navires spécialisés dans le transport de matériel de guerre à destination d'Israël.

Près de 400 plans de licenciements en cours

La CGT tient régulièrement le décompte des plans de licenciements annoncés et du nombre de salariés concernés. Il y a presque un an, elle en dénombrait 130. Chiffre qui est monté à 200 sous le gouvernement Barnier, puis à 300 lorsque Bayrou a pris ses fonctions.

Aujourd'hui on en est à 381 avec près de 300 000 emplois menacés. Il est temps de se battre pour l'interdiction des licenciements et le partage du travail entre tous.

Priorité aux riches

Hier matin l'Orient Express a connu quelques mésaventures en gare de Strasbourg. L'échange de locomotives a pris du retard et le train est resté immobilisé deux heures sur le quai 1. Plusieurs autres trains ont dû être déviés et retardés en raison de cet imprévu. Pourrait-on imaginer que toute la gare de Strasbourg soit chamboulée pour qu'un seul train puisse rester à quai pendant 2 heures ? Certainement pas ! En tout cas, pas pour un modeste TER qui amène des travailleurs au boulot. Mais pour des voyageurs fortunés qui s'offrent des croisières sur rail à quelques milliers d'euros, tout est possible. On s'en souviendra la prochaine fois que nos chefs nous feront la leçon sur nos missions de « service public ».

Voyager c'est découvrir

Certains voyageurs de l'Orient Express ont été contrariés de ce contre-temps en gare de Strasbourg. Dommage qu'ils n'en aient pas profité pour visiter la Petite France. A la place, ils ont eu la chance de découvrir les conséquences des différentes réformes et réorganisations de la SNCF ces dernières années : on est tellement séparés et désorganisés qu'on ne parvient plus à mener à bien une opération aussi élémentaire qu'un échange de locomotives. Ça fait moins bien sur une carte postale, mais c'est la réalité.

Ce n'est pas dans les salons qu'on obtiendra satisfaction !

Judi 5 juin, le PCF profite de sa "niche parlementaire" pour déposer une proposition de loi visant à abroger la réforme des retraites à 64 ans. Un coup d'épée dans les eaux bien troubles de la démocratie parlementaire, car qui pourrait croire qu'on pourra leur tordre la main avec un bout de papier ? La réforme des retraites est passée contre la volonté de la majorité de la population et malgré des mois de mobilisation massive du monde du travail. Ce n'est pas une manœuvre parlementaire symbolique qui y changera quoi que ce soit.

Les travailleuses et les travailleurs ont déjà montré le chemin : c'est par la lutte, la grève, le blocage de l'économie, et l'auto-organisation à la base qu'on pourra faire reculer les patrons qui veulent nous faire bosser toujours plus. Ce qu'il nous faut, c'est leur faire assez mal au porte-monnaie pour qu'ils demandent à Macron de retirer sa réforme. Il ne faut pas attendre des députés ce qu'on ne peut arracher que par notre force collective !